



PLATEFORMES D'ÉCHANGES ET DE PARTAGE
DU SAVOIR COMME OUTILS D'ACCÈS À LA
FINANCE CLIMAT EN MÉDITERRANÉE
UN APERÇU

KNOWLEDGE EXCHANGE PLATFORMS
AS CLIMATE FINANCE ACCESS TOOLS
IN THE MEDITERRANEAN
SOME EXAMPLES



CENTER for MEDITERRANEAN
INTEGRATION | CENTRE pour
l'INTÉGRATION en MÉDITERRANÉE
مركز التكامل المتوسطي

Auteur : Hadrien Michel

Relecteurs : Silvia Pariente-David, Hervé Lévite

Avertissement: Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre pour l'Intégration en Méditerranée, de ses membres, ou de ses partenaires.

Author: Hadrien Michel

Reviewers: Silvia Pariente -David, Herve Lévite

Disclaimer: The statements expressed in this document are those of the authors and do not necessarily reflect the view of the Center for Mediterranean Integration or any of its members and partners.

PLATEFORMES D'ÉCHANGES ET DE PARTAGE DU SAVOIR COMME OUTILS D'ACCÈS À LA FINANCE CLIMAT EN MÉDITERRANÉE : UN APERÇU

MÉDITERRANÉE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

BIEN QUE TRÈS VULNÉRABLES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, LES PAYS DU SUD¹ DE LA MÉDITERRANÉE PEINENT À METTRE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'ATTÉNUATION DU, ET D'ADAPTATION AU, CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le bassin méditerranéen est une des régions les plus vulnérables au changement climatique et sera notamment exposée à une recrudescence d'épisodes extrêmes (vague de chaleurs, sécheresses, inondations) déjà nombreux au Sud de la Méditerranée. Ces épisodes conduiront à un amenuisement des ressources en eau déjà rares², avec des conséquences majeures pour la vie humaine et la sécurité alimentaire régionale. En outre, le développement urbain (70 % de la population au Sud) étant majoritairement situé en zones côtières, la plupart des villes côtières sont affectées par la hausse du niveau des mers (notamment lors de tempêtes concomitantes à des événements pluvieux) entraînant érosion et salinisation des aquifères.

La détérioration des moyens de subsistance en milieu rural pourrait contribuer à une intensification des flux migratoires, accentuant ainsi les pressions exercées sur les infrastructures urbaines ainsi que les risques sanitaires pour les migrants vivant dans la pauvreté. Les migrations et les pressions du climat sur les ressources pourraient accroître le risque de conflits. Cette forte vulnérabilité pourrait conduire à des tensions accrues sur l'usage de ressources limitées (eau, sol, agriculture) et favoriser l'apparition de conflits nouveaux alors que ceux-ci sont déjà nombreux. La conséquence serait alors d'ajouter des mouvements migratoires d'origine climatique aux migrations économiques et aux déplacements résultant des conflits armés.

1. Dans ce document, les pays suivants sont inclus sous la dénomination « pays du Sud de la Méditerranée » : Algérie, Autorité palestinienne, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Tunisie.

2. Selon le rapport de la Banque mondiale « Turn Down the Heat », la disponibilité des ressources en eau dans la région Afrique du Nord – Moyen-Orient est inférieure à 1 000 m³ par habitant (et aussi basse que 50 m³ au Koweït). Les précipitations annuelles sont inférieures à 300mm, ce qui est la limite inférieure pour une agriculture sans irrigation. Ces chiffres peuvent baisser de 25 % à 55 % pour un réchauffement de 4°C.

Les besoins en financement de projets d'adaptation sont donc conséquents. Les pays du Sud de la Méditerranée ont aussi un besoin important de financement pour des projets d'atténuation, en particulier eu égard à leur forte intensité carbone. En effet, la rive sud de la Méditerranée dispose d'un vaste gisement d'énergies renouvelables (en particulier le solaire), et donc d'un grand potentiel de développement de solutions à faible émission de carbone – un potentiel suffisant pour satisfaire aussi bien les besoins nationaux que ceux de marchés voisins demandeurs d'une énergie décarbonée. Une accélération des investissements en énergies renouvelables dans la région permettrait non seulement aux pays du pourtour méditerranéen d'atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions de CO₂, mais aussi de réduire l'empreinte carbone des pays qu'ils pourraient approvisionner par de nouvelles interconnexions électriques.

Toutefois, le Sud de la Méditerranée ne mobilise qu'une faible partie du montant mondial de la finance climat, estimée par Climate Funds Update³ à 1,4 milliards de dollars pour la période 2003-2014, soit 6 % du total mondial. En nombre de projets, la part est de 3,5 % seulement (71 projets sur un total de 2075).

Le Maroc et l'Égypte concentrent à eux seuls 88 % des montants pour moins de 50 % des projets de la région. On voit donc une double concentration : géographique (Maroc et Égypte) et sur des projets de grande taille – peu de projets captent l'essentiel des flux financiers, ce qui signifie que l'échelle des projets est globalement supérieure en Méditerranée que dans le reste du monde. On peut en conclure que l'accès de la région méditerranéenne à la finance climat est significatif, rapporté à son poids relatif dans l'économie mondiale, mais que cet accès est principalement porté par deux pays (Égypte et Maroc), tandis que les autres pays ont un accès bien plus réduit. Pour faire face aux défis du changement climatique, non seulement la région doit attirer des financements supérieurs, mais aussi assurer une répartition plus équilibrée entre pays, ainsi que par taille et type de projets.

La plupart des pays de la région ont été amenés à concrétiser leurs intentions d'atténuation et d'adaptation lors de la soumission de leurs programmes de mesures d'atténuation au niveau national (MAAN pour l'acronyme français, mais plus connu sous l'acronyme anglais NAMA) et plus récemment, en préparation de la COP21, de leurs contributions prévues au niveau national (connues sous l'acronyme INDC pour *Intended National Determined Contributions*) applicables après 2020. Ces documents indiquent que, pour infléchir la tendance et limiter la montée des températures à 2°C, il sera nécessaire d'accélérer fortement la mobilisation du financement⁴.

3. Source : "Climate Finance in the Mediterranean", rapport d'analyse des données méditerranéennes du Climate Fund Update (www.climatefundsupdate.org) préparé pour le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) par Rahel Laudien, mai 2015.

4. Pour illustrer ces besoins, il est bon de noter que les trois seuls pays qui ont soumis leurs INDC en indiquant un besoin de financement (Jordanie, Maroc et Tunisie) ont à eux trois indiqué un montant de plus de \$68 milliards pour la période 2015-2030 pour le « scénario conditionnel » qui permettrait d'atteindre les réductions d'émissions de CO₂ nécessaires pour limiter le réchauffement à 2°C. L'Algérie, le Liban, Oman et les EAU ont soumis leurs INDC mais sans indiquer de montant nécessaire pour atteindre le « scénario conditionnel ».

LE FINANCEMENT ET L'ÉLIMINATION

LE FINANCEMENT ET L'ÉLIMINATION DES BARRIÈRES À L'INVESTISSEMENT COMME SOLUTIONS

UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE DES INVESTISSEMENTS CLIMATIQUES EST NÉCESSAIRE, EN CIBLANT MIEUX LES FINANCEMENTS ET EN ÉLIMINANT LES BARRIÈRES À L'INVESTISSEMENT, POUR ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MINIMISER LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Comme indiqué ci-dessus, la Méditerranée peine à mobiliser les sources de financement à sa disposition pour lutter contre le changement climatique, ne recevant qu'une faible part des montants disponibles. Plusieurs freins existent, tels que le manque de familiarité des sources et instruments de financement, la complexité des mécanismes de mobilisation des financements, une difficulté à présenter des projets attractifs pour les investisseurs, la faible compétence du secteur privé local et un contexte législatif et réglementaire dans certains pays qui n'est pas favorable au développement de projets ou augmente le risque perçu par les investisseurs. Aujourd'hui, les institutions d'aide au développement mettent en place des programmes visant l'amélioration de l'accès des porteurs de projets aux financements, le soutien à la préparation des projets, le développement de financements innovants et l'agrégation des projets pour les rendre plus attractifs aux bailleurs de fonds (taille et risque).

Au-delà du financement, la transition vers une économie à basse teneur en carbone et une société résiliente aux changements climatiques nécessite des politiques volontaristes et des programmes d'accompagnement. Les enjeux climatiques doivent être pris en compte en amont et de manière coordonnée dans les politiques économiques, sectorielles, fiscales et commerciales. Le renforcement des capacités, la formation, l'information et l'innovation sont nécessaires pour trouver et mettre en œuvre des solutions durables. Des réformes permettent de créer le contexte favorable, d'un point de vue législatif, réglementaire et institutionnel, pour assurer une mise en œuvre efficace des projets et attirer les investisseurs.

Finalement, une approche coopérative et intégrée dans la région est essentielle pour réussir la transition vers une économie à basse teneur en carbone à moindre coût. Par exemple, l'intégration des marchés régionaux de l'énergie permettrait de développer le vaste gisement en énergies renouvelables au Sud qui peut satisfaire de manière compétitive à la fois les besoins de leurs marchés domestiques et des marchés des pays du Nord, ces derniers étant disposés à payer un surcoût pour les énergies sans carbone. Lors de la conférence MEDCOP21 en juin 2015 à Marseille, plusieurs intervenants de la Table Ronde « Développement et changement climatique : financement et ingénierie des projets méditerranéens », organisée par le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) ont indiqué que l'ouverture des marchés européens à l'électricité « zéro carbone » en provenance du Sud aurait un effet multiplicateur, accélérerait le déploiement de technologies décarbonées et entraînerait l'afflux de capitaux.

LES PLATEFORMES

LES PLATEFORMES DE SOUTIEN AUX PROJETS

UNE MEILLEURE APPRÉHENSION, PAR LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE L'ÉNERGIE EN MÉDITERRANÉE, DES PLATEFORMES D'ÉCHANGES ET DE DIFFUSION DU SAVOIR PEUT PERMETTRE DE LEVER EN PARTIE LES BARRIÈRES ET DE DÉVELOPPER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AU CONTEXTE LOCAL

Pour formuler et mettre en œuvre avec succès les politiques climatiques et les programmes d'investissement qui les accompagnent, il est essentiel de surmonter les barrières précitées et de développer des solutions adaptées au contexte local. Les pays du Sud de la Méditerranée pourraient bénéficier des outils existants, au travers de portails web et de plateformes d'échanges d'expériences et de partage du savoir, pour identifier des solutions sur mesure.

Pour surmonter les barrières aux investissements climatiques et développer des solutions locales aux défis du changement climatique, les pays du Sud de la Méditerranée, comme l'ensemble des pays du monde, ont besoin des services suivants :

- identification des sources de financement les plus appropriées en fonction des caractéristiques du projet (il est à noter que les projets de petite et moyenne taille sont ceux qui ont le plus besoin d'assistance dans ce domaine) ;
- appui à la préparation de projets, en facilitant l'accès à l'assistance technique et aux compétences requises ;
- appui à l'établissement d'un cadre politique et réglementaire favorable au développement des projets et leur financement ;
- retour d'expériences de projets réussis ou des échecs et partage entre pays et acteurs du changement climatique ;
- information sur les canaux disponibles pour le renforcement des capacités et la formation ;
- meilleur accès à l'information et au savoir, allant de données climatiques aux analyses de risques, et mise à disposition de boîtes à outils pour mieux préparer les projets et améliorer l'accès au financement.

Depuis la COP16 à Cancun en 2010, de nombreuses initiatives ont vu le jour – motivées par l'émergence de la finance climat comme élément prépondérant des négociations climatiques et l'adhésion grandissante des principaux acteurs financiers – pour mettre en place des plateformes (souvent sous la forme de portails web) donnant accès à de l'information et des outils pour mettre en œuvre les projets d'atténuation et d'adaptation et mobiliser la finance climat. La « Climate Initiatives Platform » (www.climateinitiativesplatform.org) a recensé près de 200 initiatives mondiales.

Une revue systématique de ces plateformes a permis d'en identifier une trentaine qui disposent de tout ou partie des fonctionnalités nécessaires pour fournir les services listés ci-dessus, mais très peu d'entre elles sont spécifiques à la Méditerranée. Toutes ces plateformes ou presque cherchent à construire des réseaux d'acteurs susceptibles d'accélérer le développement de, et l'accès à, la finance climat, par l'échange d'informations (centre de ressources) ou la mise en relation (communautés de pratiques).

Parmi la trentaine de plateformes passées en revue, sept d'entre elles ont été étudiées en détail. Quatre d'entre elles paraissent particulièrement intéressantes pour fournir les services recherchés par les pays méditerranéens pour améliorer leur accès à la finance climat.

La première est la plateforme *Climate Finance Options* (CFO), développée par le PNUD et la Banque mondiale en association avec d'autres banques et institutions de développement. La plateforme comporte quatre piliers :

- Une description des fonds disponibles selon (a) les types d'instruments financiers proposés, (b) les critères d'éligibilité, (c) les volumes financiers, (d) la gouvernance et structure administrative des fonds, etc., ainsi qu'un outil convivial pour identifier la source de financement la plus adaptée en fonction des caractéristiques du projet.
- Un répertoire d'études de cas de projets ayant bénéficié de *blending* (diversité des sources, effet de levier, *finance readiness*).
- Un centre de ressources incluant un glossaire, une bibliothèque de publications et des fiches techniques d'aide au montage financier de projets ; par ailleurs la plateforme guide l'utilisateur vers d'autres outils tels que Climatewizard sur les données du réchauffement climatique, HEAT sur l'adaptation dans le secteur énergie ou la plateforme de la Banque mondiale sur le changement climatique (CCKP), pour n'en citer que quelques-uns.
- Une communauté de pratiques dédiée à l'échange d'expériences Sud-Sud.

La deuxième plateforme est le Centre de solutions pour les énergies propres (*Clean Energy Solutions Center* CESC), une initiative du *Clean Energy Ministerial*, un forum mondial destiné au partage des meilleures pratiques et à la promotion des politiques et des programmes qui encouragent et facilitent la transition vers une économie mondiale axée sur les énergies propres. Le CESC est un portail web qui aide les gouvernements et autres acteurs à concevoir et adopter des politiques et des programmes de soutien au développement de technologies énergétiques propres. Les principaux services du Centre de solutions sont l'assistance technique « Demandez à un expert », les formations (en ligne ou *in situ*) et les forums de partage d'expériences, ainsi qu'une riche bibliothèque d'outils techniques et de publications.

La troisième est celle de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (connue sous le sigle IRENA, pour *International Renewable Energy Agency*), agence inter-gouvernementale pour la promotion des énergies renouvelables qui se définit comme plateforme de coopération internationale, de renforcement des capacités et d'informations sur les aspects politiques, techniques, économiques et financiers des

énergies renouvelables. Parmi les services proposés, on peut citer les suivants qui correspondent aux besoins identifiés ci-dessus :

- *IRENA Project Navigator* qui propose aux porteurs de projets de caractériser les projets et de les tester dans des conditions du réel afin de vérifier leur viabilité et « bancabilité ». Il propose de l'aide au montage de projets (description détaillée du cycle de préparation de projets avec fiches descriptives pour chaque étape, fiches techniques par technologie).
- *IRENA Project Facilitation Platform*, place de marché virtuelle, pour mettre en relation porteurs de projets de production par les énergies renouvelables, équipementiers et financeurs. Cet outil est en phase de test, uniquement pour les pays d'Afrique de l'Est et du Sud dans un premier temps.
- *IRENA Renewable Energy Learning Partnership (IRELP)*, offert en coopération avec le CESC, portail web pour la formation professionnelle, l'éducation et la recherche d'emploi.

La quatrième n'est pas à proprement dit une plateforme intégrée pour le moment, mais présente un fort potentiel pour apporter les services requis si cette intégration est mise en œuvre, d'autant plus qu'elle est une des seules à offrir des services ciblant spécifiquement les pays méditerranéens. Il s'agit d'un éventail d'instruments diversifiés offerts par la Banque européenne d'investissement (BEI), et regroupés ici sous la dénomination « plateforme climat BEI », allant du fonds fiduciaire aux programmes d'assistance technique, en passant par différents instruments de financement. Sont regroupés sous cette dénomination :

- la composante « climat » de l'instrument financier de la BEI en Méditerranée, l'enveloppe *Climate Action in the Middle East and North Africa (CAMENA)* : fonds pour la préparation et le financement de projets « climat » ;
- le *Renewable Energy Platform For Institutional Investors (REPIN)* : plateforme mettant en relation des prêteurs privés avec des investisseurs institutionnels pour des projets d'énergie renouvelable ;
- le *Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF)* : fonds de fonds innovant qui investit dans des fonds de capital-investissement spécialisés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique réalisant des projets de petite et moyenne dimension (jusqu'à 10 millions d'Euros) sur les marchés émergents y compris la Méditerranée. Une facilité d'assistance technique, financée par la Commission européenne, fournit des dons jusqu'à 1 million d'Euros pour améliorer la bancabilité des projets ;
- la Plateforme européenne de conseil en investissement (*Investment Advisory Hub*), qui fait partie du Plan d'Investissement pour l'Europe – ou Plan Juncker — (dont le champ d'actions couvre les pays du voisinage européen), pour fournir des conseils pour la réalisation de projets et d'investissements de qualité, y compris les projets climatiques, pour une utilisation plus efficace des fonds de l'UE et le choix d'instruments financiers, améliorant ainsi l'accès aux financements.

En résumé, de nombreuses plateformes proposent des services visant l'amélioration de l'accès à la finance climat, mais peu d'entre elles ciblent la Méditerranée. Créer une nouvelle plateforme ne ferait qu'encombrer le paysage, étant donné que, bien que la Méditerranée ait des spécificités quant aux impacts du dérèglement climatique sur son territoire, cela ne justifie pas des outils ou services différenciés. Il existe donc deux options – non mutuellement exclusives – pour améliorer l'accès à la finance climat en Méditerranée : (1) soit créer un guichet unique pour l'accès aux 3-4 plateformes les plus pertinentes (avec une interface en arabe), (2) soit mieux informer les acteurs méditerranéens sur les plateformes existantes et les former à leur utilisation.

KNOWLEDGE EXCHANGE PLATFORMS

KNOWLEDGE EXCHANGE PLATFORMS AS CLIMATE FINANCE ACCESS TOOLS IN THE MEDITERRANEAN: SOME EXAMPLES

THE MEDITERRANEAN AND CLIMATE CHANGE

ALTHOUGH VERY VULNERABLE TO THE EFFECTS OF CLIMATE CHANGE,
THE COUNTRIES OF THE SOUTHERN MEDITERRANEAN SHORE¹
ARE STRUGGLING TO IMPLEMENT CLIMATE CHANGE
MITIGATION AND ADAPTATION PROGRAMS

The Mediterranean is one of the most vulnerable regions to climate change and will increasingly be exposed to extreme events (heat wave, drought, floods), which are already numerous in the southern Mediterranean. Climate change will place already scarce water resources² under intense pressure in the region, with major consequences for human life and regional food security. In addition, with urban development (70% of the South's population live in urban areas) mainly located in coastal areas, most coastal cities are affected by rising sea levels (especially during concomitant storms and rain events) causing erosion and salinization of aquifers.

The deterioration of rural livelihoods could contribute to an intensification of migration flows, thus increasing the pressure on urban infrastructure and creating health risks for migrants living in poverty. Migration and climate pressures on resources could increase the risk of conflict. This strong vulnerability could lead to increased tensions over the use of scarce resources (water, soil, agriculture) and the emergence of new conflicts, in addition to the numerous existing ones. The consequence would be to add climate-induced migration to economic migration and displacement resulting from armed conflicts.

1. In this document, the following countries are included in the denomination « Southern Mediterranean countries » : Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, the Palestinian Authority and Tunisia.

2. According to the World Bank report « Turn Down the Heat », the annual availability of renewable water resources in most countries of the Middle East and North Africa region is below 1000 m³ per capita (and as low as 50 m³ per capita for Kuwait). Most of the land area receives less than 300 mm of annual rainfall (200–300 mm represents the lower limit of rain-fed agriculture). These figures could decrease by 25-55 % with 4°C warming.

Financing needs for climate change adaptation are therefore substantial. Southern Mediterranean countries also have large financing needs for mitigation projects, given their high carbon intensity. These countries have vast renewable energy reserves (particularly solar), and therefore a large potential for developing low carbon solutions - enough potential to meet both national needs and those of neighboring markets avid for low-carbon energy. Intensified renewable energy investment in the region would not only allow the Mediterranean countries to achieve their CO₂ emission reduction targets, but also reduce the carbon footprint of the countries they could supply through new electric interconnections.

However, the Southern Mediterranean mobilizes only a small part of the global climate finance amount, estimated by Climate Funds Update at \$1.4 billion for the period 2003 to 2014, 6% of the world total³. In terms of number of projects, the share is only 3.5% (71 projects out of 2075). Egypt and Morocco alone account for 88% of the regional finance amount for less than 50% of the projects in the region. In summary, climate finance in the Southern Mediterranean is concentrated geographically (Egypt and Morocco) and on large projects—few projects capture the bulk of financial flows, which means that the project size is generally higher in the Mediterranean than in the rest of the world. This suggests that access to climate finance by the Mediterranean region is significant, in relation to its relative weight in the world economy, but this access is mostly limited to two countries (Egypt and Morocco), while the other countries have a much smaller access. To face the climate change challenge, not only the region needs to attract larger financing amounts, but also ensure a more balanced distribution between countries as well as by size and type of project.

Most countries in the region have formalized their mitigation and adaptation programs through the submission of their nationally appropriate mitigation action (NAMA) plans and more recently, in preparation for COP21, their Intended Determined National Contributions (INDC) for the period after 2020. These documents indicate that to curb the trend and limit the rising temperatures to 2°C, it is necessary to accelerate the mobilization of funding⁴.

3. Source: « Climate Finance in the Mediterranean », report analysing Mediterranean data from Climate Fund Update (www.climatefundupdate.org) prepared by Rahel Lauren, May 2015.

4. To illustrate the financing needs, the three countries (Jordan, Morocco and Tunisia) that indicated in their INDC financing needs in the “conditional scenario” that would limit CO₂ emissions to the level needed to limit global warming to 2°C requested an amount of \$68 billion for 2015-2030. Algeria, Lebanon, Oman and UAE submitted INDCs but did not indicate a financing amount for the “conditional scenario”.

CLIMATE FINANCE AND ELIMINATION OF INVESTMENT BARRIERS

CLIMATE INVESTMENT SCALE-UP IS NECESSARY, TOGETHER WITH BETTER TARGETING OF FINANCING AND ELIMINATING INVESTMENT BARRIERS, TO ENSURE SUSTAINABLE DEVELOPMENT AND MINIMIZE THE CLIMATE CHANGE IMPACTS

As indicated above, the Mediterranean struggles to mobilize funding sources at its disposal to fight climate change, receiving only a small part of the amounts available. Several barriers exist, such as the lack of familiarity with financing sources and instruments, the complexity of the funding mechanisms, difficulty in presenting attractive projects for investors, the low competence of the local private sector and a lack of enabling legislative and regulatory environment in some countries for project development that increases the risk perception by potential investors. Today, development aid institutions are implementing programs to improve access to finance by project sponsors, to support project preparation, to develop innovative financing instrument and to aggregate projects to make them more attractive to donors (size and risk).

Besides financing, the transition to a low-carbon economy and a climate-resilient society also requires proactive policies and support programs. Climate issues should be taken into account upstream into economic, sectoral and fiscal policies, while policies should be coordinated so as to ensure cross-sector consistency. Capacity building, training, education, information and innovation are required to find and implement sustainable solutions. Reforms help create a favorable legislative, regulatory and institutional framework, to ensure effective project implementation and attract investors.

Finally, a cooperative and integrated approach in the region is essential for a successful transition to a low carbon economy at least cost. For example, Mediterranean energy market integration would facilitate the development of the vast renewable energy potential in the South that can competitively meet both the needs of their domestic markets and the markets in the North that are willing to pay a premium for carbon-free energy. During the MEDCOP21 conference in June 2015 in Marseille, several participants in the Round Table on Financing, organised by the Center for Mediterranean Integration (CMI), stated that opening European markets to “zero-carbon” electricity from the southern shore would have a multiplier effect, accelerate deployment of low carbon technologies and attract financial flows to renewable energy projects in the South.

KNOWLEDGE

KNOWLEDGE PLATFORMS TO SUPPORT PROJECTS

A BETTER UNDERSTANDING BY MEDITERRANEAN DEVELOPMENT AGENCIES, CLIMATE CHANGE POLICY MAKERS, AND ENERGY PLAYERS, OF KNOWLEDGE EXCHANGE AND DISSEMINATION PLATFORMS MAY HELP REMOVING SOME OF THE BARRIERS AND DEVELOPING LOCALLY TAILORED SOLUTIONS

To formulate and implement successful climate policy and investment programs to implement them, it is essential to overcome the barriers discussed above and develop solutions adapted to the local context. The countries of the southern Mediterranean could benefit from existing tools through web portals and platforms for exchanging on experiences and sharing of knowledge, to identify customized solutions.

To overcome climate investment barriers and develop local solutions to climate change challenges, the South of the Mediterranean, as all countries of the world, need the following:

- identification of the most appropriate sources of funding based on project characteristics (it should be noted that small and medium-sized projects are those that most need assistance in this area);
- project preparation support, facilitating access to technical assistance and required skills;
- support for the establishment of an enabling policy and regulatory framework for the development of projects and their financing;
- lessons learnt on successful projects or failures and experience sharing between countries and climate change stakeholders;
- information on the channels available for capacity building and training;
- better access to information and knowledge, ranging from climate data to risk analysis, and toolkits to better prepare projects and improve access to financing.

Since the COP16 in Cancun in 2010, many initiatives have emerged—driven by the emergence of climate finance as a major element of the climate negotiations and the growing involvement of major financial players—to set up platforms (often as web portals) providing access to information and tools to implement mitigation and adaptation projects and mobilize climate finance. The “Climate Platform Initiatives” (www.climateinitiativesplatform.org) identified nearly 200 global initiatives.

A systematic review of these platforms has led to the identification of around thirty of them that have all or part of the functionalities needed to provide the services listed above, but very few of them are specific to the Mediterranean. Almost all these platforms seek to build networks that could accelerate the

development of, and access to, climate finance, through the exchange of information (resource centers) or communities of practices. Among the thirty platforms, seven of them have been studied in detail. Four of them seem particularly interesting to provide the services sought by the Mediterranean countries to improve access to climate finance.

The first is the Climate Finance Options Platform (CFO), developed by UNDP and the World Bank in association with other banks and development institutions. The platform has four pillars:

- A harmonized description of types of funds available, including (a) types of instruments, (b) eligibility criteria, (c) volume, (d) governance and administrative structures, (e) flows, etc.
- Examples of successful cases of blending different types of grant and concessional funds to leverage private sector financing, in addition to enabling environments conducive to climate action; all of which will be supplemented by examples provided by stakeholders through discussion forums of registered Platform users.
- A knowledge center with a glossary of terminology, a library with related publications, and a wide range of tools to enable project developers to analyze their own projects for better-informed decisions.
- A user community collaborative space for users to connect, share ideas, plan projects, and facilitate South-South networking.

The second platform is the Clean Energy Solutions Center (CESC), an initiative of the Clean Energy Ministerial, a global forum for sharing best practices and promoting policies and programs that facilitate the transition to an economy based on clean energy. The CESC is a web portal that assists governments and other actors to develop and adopt policies and programs to support the development of clean energy technologies. The main services are the Solution Center Technical Support “Ask an Expert”, training (online or *in situ*), forums for sharing experiences and a rich library of technical tools and publications.

The third is that of the International Agency for Renewable Energies (IRENA), an intergovernmental organization that supports countries in their transition to a sustainable energy future, and serves as the principal platform for international co-operation, a centre of excellence, and a repository of policy, technology, resource and financial knowledge on renewable energy. Among the services offered, the following correspond to the needs identified above:

- IRENA Project Navigator, which offers project developers the ability to characterize projects and test them in real-life conditions to verify their viability and “bankability”. Assistance is provided for project structuring and preparation (description of the project preparation cycle with details of each step, data sheets by technology, etc.).
- IRENA Project Facilitation Platform, virtual marketplace designed to enhance project initiation and development and bring bankable renewable energy projects to financial closure, by facilitating access to financing, risk-mitigation instruments and advisory services. The platform connects project developers, financial institutions, experts and other service providers and support project sponsors, local financial institutions and public entities in the early stages of project development and due diligence activities. It is in a test phase through a pilot developed for Eastern and Southern Africa.
- IRENA Renewable Energy Learning Partnership (IRELP), offered in cooperation with the CESC, an on-line source for education, training and job opportunities in renewable energy.

The fourth is not in itself an integrated platform for the moment, but has great potential to provide the required services if this integration takes place, especially as the platform is one of the few targeting specifically the Mediterranean countries. There is a diverse range of instruments offered by the European Investment Bank (EIB), and grouped here under the name “EIB Climate Platform”, from trust funds for technical assistance programs to various financing vehicles. Are grouped under this name:

- The “climate” component of the EIB Mediterranean investment facility, the Climate Action in the Middle East and North Africa (CAMENA) envelope: fund for the preparation and financing of climate projects;
- The Renewable Energy Platform For Institutional Investors (REPIN): platform linking private lenders with institutional investors for renewable energy projects;
- Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF): innovative fund of funds that invests in private equity specializing in renewable energy and energy efficiency through projects of small and medium size (up to 10 million Euros) in emerging markets, including the Mediterranean. A technical assistance facility, financed by the European Commission, provides grants up to 1 million Euros to improve the bankability of projects;
- The European Investment Advisory Hub (EIAH) created under the Investment Plan for Europe—the so called Juncker Plan—to support, together with the EU Investment Project Portal, the investment environment in Europe and neighboring countries, including for climate mitigation and adaptation projects. The EIAH consists of three complementary components: (i) a single point of entry to a wide range of advisory and technical assistance programs, (ii) a cooperation platform to leverage, exchange and disseminate expertise among the EIAH partner institutions and beyond and (iii) an instrument to assess and address new needs by reinforcing/extending existing advisory services or creating new ones.

In summary, many platforms offer services to improve climate finance access, although very few are tailored to the Mediterranean needs. Creating a new platform would crowd an already very busy sector without additional value, given that, although the Mediterranean has specific features as regards climate change impacts, this does not require differentiated tools and services for climate finance access. Therefore there are two options for improving climate finance access in the Mediterranean: (1) creating a one-stop window for access to the 3-4 most relevant existing platforms (including in Arabic) and (2) information and training of Mediterranean players on existing platforms.



CENTER for MEDITERRANEAN
INTEGRATION | CENTRE pour
l'INTÉGRATION en MÉDITERRANÉE
مركز التكامل المتوسطي

Web: www.cmimarseille.org; Facebook: [/cmimarseille](https://www.facebook.com/cmimarseille); Twitter: [@cmimarseille](https://twitter.com/cmimarseille)

Le Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI) est une plateforme réunissant agences de développement, États, autorités locales et société civile de l'ensemble du pourtour méditerranéen dans le but d'échanger des connaissances, de discuter des politiques publiques et d'identifier des solutions aux défis qui se posent dans la région. Les membres de CMI sont : l'Autorité Palestinienne, l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Banque européenne d'investissement, et le Groupe de la Banque mondiale.

The Center for Mediterranean Integration (CMI) is a space where development agencies, Governments, local authorities and civil society from around the Mediterranean convene in order to exchange knowledge, discuss public policies, and identify the solutions needed to address key challenges facing the Mediterranean region. Members of CMI are Egypt, France, Greece, Italy, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestinian Authority, Tunisia, the City of Marseille, Provence-Alpes-Côte d'Azur Region, the European Investment Bank and the World Bank Group.